

Table ronde : L'espace public, cœur battant de la cité

Webinaire 2 : L'économie circulaire, animatrice de l'espace public

Synthèse

*Par Lionel Prigent, Urbaniste et Economiste, Professeur à l'Université de Bretagne Occidentale
et Directeur du laboratoire Géoarchitecture (Université de Brest)*

L'enthousiasme des participants de cette rencontre est communicatif et souligne de la sorte la confiance nécessaire pour que l'économie circulaire puisse participer à configurer l'espace public. Nous avons commencé par évoquer l'économie circulaire comme ensemble d'activités, menées dans une obligation de formuler des choix face à la rareté des ressources et des espaces. Mais le besoin de définitions nous a conduit à faire aussi un peu de géométrie : linéaire versus circulaire, un geste et un dessin, qui traduisent surtout la relation des habitants, des citoyens avec leur environnement et avec leurs ressources. C'est de cela dont nous avons vu l'application avec Dakar et le contexte que nous a rappelé **Mme Sylla Khady Niang**, *Adjointe au Maire de la ville de Dakar chargée de la coopération décentralisée*. Capitale du Sénégal, Dakar compte un peu plus d'1 millions d'habitants pour la ville en elle-même qui est édiflée sur une presqu'île. Son agglomération concentre près de 80% des activités du pays. Cela produit beaucoup de contraintes donc, une forte pression sur le milieu qui du coup se voit extrêmement en tension. Face à cette pression, des initiatives sont menées et envisagées pour essayer d'organiser une plus grande diversité des espaces, en proposant par exemple de réserver des espaces pour mener de l'agriculture urbaine ou des parcs. Ces espaces verts sont envisagés en lieu et place des terrains qui sont aujourd'hui occupés par des déchets, c'est-à-dire que ces transformations sont menées sur le lieu même des déchets (pneus, morceaux de bois...) tout en les réutilisant et en les transformant.

Tout ceci bien entendu pourrait ressembler à du bricolage, ce que ce n'est pas : réflexion, expertise, recherche scientifique, permettent de refabriquer et de réinventer à partir de ces espaces. Réapprendre à considérer les déchets comme des ressources, c'est finalement reposer la question de cette définition du mot « déchets », que l'on a inventé dans cette économie linéaire et qui consiste à oublier ce que nous avons produit et ce que nous avons désiré et dégradé avant. Cela a permis également de redonner une place relativement importante à l'économie informelle. Apparaissent ainsi, opportunités nouvelles et nouvelles capacités à faire espace, y compris dès lors qu'il s'agit non pas simplement de prendre la place de lieux qui sont inutilisés mais de lieux qui ont un autre usage et qu'il va falloir remplacer. C'est le cas à Dakar, avec l'exemple de l'espace portuaire, en passe d'être déménagé et qui va bientôt être transformé en espace public. Dans ce contexte aussi, mobiliser l'économie circulaire permet de réapproprier à la fois les lieux mais aussi la part oubliée du territoire et de permettre à la population de se « réapproprier » ce territoire.

C'est aussi ce qui est envisagé à partir de l'exemple d'Abidjan avec **M. Gouganou Kopieou**, *Directeur de l'Institut de l'Économie Circulaire d'Abidjan (IECA)*, qui nous montre une autre manière de travailler sur cette économie circulaire et sur la mise en territoire finalement de cette économie circulaire. Cette fois, ce n'est pas simplement des initiatives mais c'est la mobilisation des entrepreneurs, sous la responsabilité de l'Etat, qui bien entendu a un certain nombre de fonctions et de rôles (outre les fonctions régaliennes, il se charge parfois, dans certains pays, de la gestion de l'eau, des déchets...) mais il ne peut y souscrire tout seul et permettre seul sa réalisation et peut donc au contraire mobiliser à la fois les acteurs de l'économie circulaire et de l'économie informelle pour prendre toute leur part dans les processus. Bien entendu, cela doit passer par des arbitrages, une mobilisation de toutes les forces vives. Les exemples d'acteurs cités en témoignage sont ainsi l'administration, des membres de la chambre de commerce et d'industrie mais aussi les universités, les chercheurs, les activités informelles et semi-informelles et même des activités plus institutionnelles et économiques.

En partenariat avec :



Il faut rappeler l'expression de **M. Kenneth Joseph Arrow**, économiste américain : « *La confiance est une institution invisible qui régit le développement économique* ». C'est bien cette confiance qui peut permettre de faire travailler l'ensemble de ces acteurs, y compris ceux de l'économie sociale et solidaire et du secteur informel, pour un même projet autour de cette économie circulaire qui doit permettre de structurer des axes de développement qui mobilisent et sensibilisent. Il nous manque une catégorie d'acteurs, finalement assez peu présente mais pourtant toujours là en filigrane, ces sont les habitants qui sont destinataires d'une grande partie des espaces publics évoqués au cours de ce webinaire. On retrouve enfin le processus d'une économie moins gaspilleuse, un savoir-faire qui est si important, si bien connu mais trop négligé.

À l'inverse, les initiatives présentées sont aussi l'occasion de retrouver de la fierté dans ces pratiques qui étaient hier considérées comme dépassées ou en tout cas largement inutiles. Aujourd'hui, il faut gérer tout un ensemble de choses qui arrivent autour de nous, l'eau de pluie par exemple à Abidjan, si utile, peut aussi devenir si dangereuse ; des ressources locales, déjà présentes, peuvent permettre de canaliser, d'endiguer et d'un peu mieux maîtriser. De nouveau, il est extrêmement important à la fois de réunir les énergies humaines qui sont autour pour mieux être capable de contrôler, de maîtriser et de prévenir les effets néfastes des énergies naturelles qui sont autour de nous. C'est ici que l'on doit rappeler combien la mobilisation ne va pas de soi. C'est pour cela qu'il y a eu dans ce débat, différentes propositions qui ont été posées : des assises territoriales qui font partager des préoccupations, une gouvernance importante pour se préoccuper de toutes et tous mais aussi un Institut National de l'Economie Circulaire, enfin une structure comme la Maison des Canaux. Ce sont autant de dispositifs qui permettent de prendre en compte l'ensemble des défis et l'ensemble des difficultés : les défis climatiques et environnementaux, les solutions et les initiatives et les projets.

Nous vivons aussi, et c'est peut-être ce que ce webinaire a permis de montrer, pas simplement à partir d'institutions de gouvernance mais aussi de lieux de gouvernance, de ces réalités physiques, ce que permet justement Les Canaux, la Maison des économies solidaires et innovantes à Paris, dirigée par **Mme Élisabeth Yavchitz**. Le lieu est à lui-même exemplaire puisque 95% des déchets ont été récupérés et utilisés du sol au plafond, le pavillon des Canaux finalement joue son rôle de pavillon témoin. Faire démonstration c'est peut-être le point qui est aujourd'hui le plus important, par le mobilier, par les aménagements intérieurs et extérieurs et par l'ensemble des espaces publics qui peuvent être réutilisés et réaménagés à partir des outils de l'économie circulaire. Ce rôle de démonstrateur, pour que les aménageurs en prennent conscience est extrêmement souligné par nos trois intervenants qui nous montrent de quelle manière il est nécessaire aujourd'hui de mobiliser tous les corps de métier, y compris les aménageurs de façon à envisager de quelle manière il est possible de généraliser l'usage de ces matériaux recyclés. Faire démonstration par le lieu, faire démonstration par les temps de fêtes, de marchés, d'évènements, des foires, des assises mais aussi les Jeux Olympiques. Alors recycler n'est plus une affaire de petites échelles mais aussi une démarche plus banale et plus facile à pratiquer.

Les expérimentations uniques peuvent produire un marché des solutions, pour réunir les différentes initiatives mais aussi montrer à quel point il est possible de les mobiliser et de les généraliser. Il faut enfin mobiliser les nouveaux entrepreneurs comme les entreprises plus ordinaires de l'aménagement (les architectes, les promoteurs immobiliers, les constructeurs), plus habitués à utiliser les ressources premières et qui peuvent là trouver moyens de partager d'autres manières de faire. On compte trois conditions pour monter à l'échelle : une volonté politique forte, y compris des cahiers des charges dans les marchés publics, la mobilisation des donneurs d'ordre, mais aussi la rencontre, faire se rencontrer les opérateurs, tous les acteurs opérationnels, quelle que soit leur taille pour embarquer les solutions. Cela signifie donc qu'il faut bien changer les mentalités, ce qui se passe aussi au quotidien, une volonté politique de mener de l'entraînement par exemple à Dakar, Abidjan ou Paris, qui nous montrent qu'il ne s'agit pas simplement de considérer l'espace public comme étant l'espace des juristes ou de la voirie, c'est aussi l'espace public de la cohésion sociale qui nous renvoie au jeu de la société, du besoin et du désir, tel que **M. Jürgen Habermas**, *théoricien allemand en philosophie et en sciences sociales*, l'a montré. Je terminerai donc par cette citation de Gaston Bachelard, *philosophe français des sciences, de la poésie, de l'éducation et du temps* : « *L'homme est création du désir et pas une création du besoin* ».